La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Avril et mai 2009 : déficit budgétaire de 7,5 milliards de dollars

Le déficit budgétaire au cours des deux premiers mois (avril et mai) de l'exercice 2009-2010 s'élève à 7,5 milliards de dollars, alors qu'il était de 0,9 milliard durant la même période de l'exercice précédent. Un déficit de 4,0 milliards a été enregistré en avril, tandis que mai s'est soldé par un déficit de 3,5 milliards. Les revenus combinés des deux mois ont diminué de 2,6 milliards (6,9 %), essentiellement sous l'effet d'une baisse des rentrées au titre de l'impôt des sociétés et de la taxe sur les produits et services (TPS). Les revenus estimatifs pour les deux premiers mois de l'exercice tiennent compte de l'impact des mesures de réduction d'impôt annoncées pour les particuliers et les entreprises dans le Plan d'action économique du Canada.

Les charges de programmes ont augmenté de 4,4 milliards de dollars (13,4 %), ce qui est surtout attribuable à la hausse des prestations d'assurance-emploi et des transferts à d'autres administrations ainsi qu'aux mesures de soutien du secteur de l'automobile. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,3 milliard, par suite de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Note au lecteur :

À compter du présent numéro de *La revue financière*, l'estimation des revenus mensuels tirés des taxes sur l'énergie et des autres taxes d'accise (qui s'appliquent essentiellement à l'alcool et au tabac) est fondée sur les cotisations plutôt que sur les rentrées en espèces, comme c'était le cas en 2008-2009. En conséquence, ces revenus pour 2008-2009 sont recalculés selon la méthode employée pour l'exercice courant. Ce changement n'a qu'un effet minime pour l'ensemble de l'exercice, mais il aura un léger impact sur les revenus mensuels et, par conséquent, sur les soldes budgétaires mensuels.

De plus, la méthode de constatation des transferts mensuels aux provinces et aux territoires a été modifiée pour 2009-2010 afin de mieux correspondre à la substance de ces opérations. Les transferts fiscaux pour 2008-2009 sont donc recalculés selon la nouvelle méthode. Ce changement n'a pas d'incidence sur le montant total des transferts fiscaux pour la période d'avril 2008 à mars 2009, mais il aura un effet sur les charges mensuelles et sur les soldes budgétaires mensuels.

Avril et mai 2009 : résultats budgétaires

Les deux premiers mois de l'exercice 2009-2010 se sont soldés par un déficit budgétaire de 7,5 milliards de dollars, comparativement au déficit de 0,9 milliard enregistré pour la même période en 2008-2009.

Les revenus ont diminué de 2,6 milliards de dollars (6,9 %) pour s'établir à 34,5 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 0,3 milliard de dollars (1,5 %) en raison des réductions d'impôt annoncées dans le Plan d'action économique du Canada, y compris la hausse du montant personnel de base et des limites supérieures des fourchettes d'imposition ainsi que l'instauration du crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont chuté de 1,3 milliard de dollars (23,5 %) en raison de la diminution des acomptes versés au cours des deux mois.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

- Les autres rentrées d'impôt sur le revenu – les retenues d'impôt des non-résidents – ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (20,0 %).
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 1,5 milliard de dollars (26,1 %) de moins, surtout en raison d'une chute de 1,4 milliard (37,9 %) des revenus tirés de la TPS. Cette dernière étant une taxe à la valeur ajoutée, les rentrées nettes qu'elle génère peuvent varier d'un mois à l'autre en raison de différences entre le moment où la TPS est payable au gouvernement et celui où les crédits de taxe sur les intrants sont demandés. Les droits de douane à l'importation ont diminué de 0,1 milliard, les taxes sur l'énergie ont baissé de 39 millions, et les autres taxes et droits d'accise ont reculé de 15 millions. Les rentrées au titre du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien sont demeurées à peu près inchangées.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (2,6 %). Le taux des cotisations est demeuré stable en 2009, à 1,73 $ par tranche de 100 $ de rémunération assurable.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements et les revenus sur opérations de change, ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (9,6 %).

Pour la période d'avril et mai 2009, les charges de programmes se sont élevées à 36,9 milliards de dollars, en hausse de 4,4 milliards (13,4 %) par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'augmentation des paiements de transfert, partiellement compensée par un léger recul des charges de fonctionnement des ministères et des organismes.

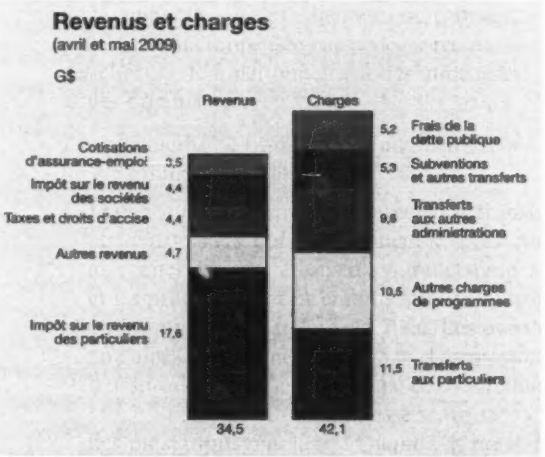
Les paiements de transfert ont augmenté de 4,5 milliards de dollars (20,6 %).

- D'une année sur l'autre, les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 1,6 milliard de dollars (15,7 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 5,5 %. Les prestations d'assurance-emploi ont grimpé de 1,3 milliard (50,5 %) en raison d'une hausse marquée des prestations régulières. Quant aux prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants, elles sont demeurées relativement stables.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 1,6 milliard de dollars (19,8 %) d'une année sur l'autre, ce qui est attribuable à une hausse de 1,0 milliard des fonds pour l'infrastructure versés aux villes et aux collectivités du Canada et à la croissance prévue par la loi du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux et de la péréquation. La hausse de 1,0 milliard des dépenses en infrastructure résulte du versement accéléré aux provinces et aux municipalités, à compter du 1er avril 2009, du transfert au titre de la taxe sur l'essence, dont le doublement avait déjà été annoncé.
- Les subventions et les autres transferts ont augmenté de 1,4 milliards de dollars (34,4 %), ce qui traduit en bonne partie l'impact du soutien accordé au secteur de l'automobile.

Les autres charges de programmes se composent des charges de fonctionnement des sociétés d'État et des ministères et organismes, notamment la Défense nationale, ainsi que de l'évaluation permanente des obligations de l'État. D'une année sur l'autre, ces charges ont diminué de 0,1 milliard de dollars (1,3 %).

Les frais de la dette publique ont baissé de 0,3 milliard de dollars (4,9 %), en bonne partie à cause de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Revenus et charges
(avril et mai 2009)



Besoins financiers de 13,1 milliards de dollars en avril et en mai 2009

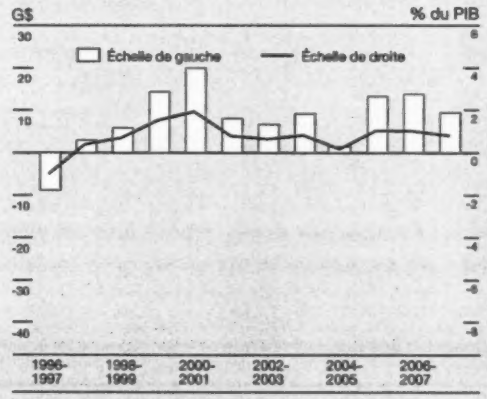
Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. Par contre, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier, le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Considérant un déficit budgétaire de 7,5 milliards de dollars et des besoins de 5,6 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril et mai de l'exercice 2009-2010 s'est soldée par des besoins financiers de 13,1 milliards, soit 0,4 milliard de plus que les besoins financiers de 12,7 milliards enregistrés pour la même période de l'exercice précédent. La différence d'une année sur l'autre est surtout attribuable à la baisse de 6,7 milliards du solde budgétaire, laquelle a été largement compensée par une hausse des ressources financières provenant des opérations de change, ce qui traduit l'impact de l'évolution des taux de change sur la valeur en dollars canadiens des actifs libellés en devises.

Activités nettes de financement en baisse de 8,3 milliards de dollars

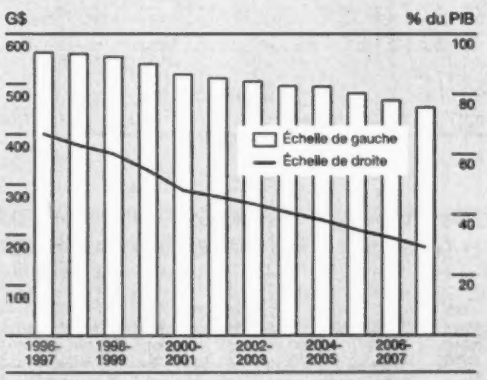
Le gouvernement a couvert ces besoins financiers de 13,1 milliards de dollars et réduit de 8,3 milliards la dette contractée sur les marchés en réduisant ses soldes de trésorerie de 21,4 milliards. La réduction de la dette contractée sur les marchés a surtout touché les bons du Trésor et les emprunts en devises. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction de certains facteurs, notamment les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. La réduction des soldes de trésorerie est surtout attribuable à la baisse des soldes dont dispose la Banque du Canada pour ses activités visant à fournir des liquidités aux marchés financiers. Les soldes de trésorerie à la fin de mai s'élevaient à 23,6 milliards, soit 10,2 milliards de plus qu'à la fin de mai 2008.

Solde budgétaire



Sources : Ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : Ministère des Finances et Statistique Canada

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Avril		Mai		Avril à mai	
	2008	2009	2008	2009	2008-2009	2009-2010
			(M$)			
Opérations budgétaires						
Revenus	18 332	17 459	18 769	17 084	37 101	34 543
Charges						
Charges de programmes	-16 594	-18 781	-15 964	-18 133	-32 558	-36 914
Frais de la dette publique	-2 813	-2 660	-2 605	-2 494	-5 418	-5 154
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-1 075	-3 982	200	-3 543	-875	-7 525
Opérations non budgétaires	-9 362	-5 247	-2 449	-320	-11 811	-5 567
Ressources ou besoins financiers	-10 437	-9 229	-2 249	-3 863	-12 686	-13 092
Variation nette dans les activités de financement	6 173	-11 398	8 690	3 053	14 863	-8 345
Variation nette dans l'encaisse	-4 264	-20 627	6 441	-810	2 177	-21 437
Encaisse à la fin de la période					13 422	23 595

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	Avril		Mai		Avril à mai		
	2008	2009	2008	2009	2008-2009	2009-2010	Variation
			(M$)				(%)
Revenus fiscaux							
Impôts sur le revenu							
Impôt sur le revenu des particuliers	9 297	9 021	8 553	8 570	17 850	17 591	-1,5
Impôt sur le revenu des sociétés	2 875	2 368	2 827	1 995	5 702	4 363	-23,5
Autres impôts sur le revenu	424	533	417	476	841	1 009	20,0
Total des impôts sur le revenu	12 596	11 922	11 797	11 041	24 393	22 963	-5,9
Taxes et droits d'accise							
Taxe sur les produits et services	1 555	1 036	2 130	1 252	3 685	2 288	-37,9
Droits de douane à l'importation	315	275	294	243	609	518	-14,9
Taxes sur l'énergie	390	372	409	388	799	760	-4,9
Autres taxes et droits d'accise	316	330	418	389	734	719	-2,0
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	38	37	36	36	74	73	-1,4
Total des taxes et droits d'accise	2 614	2 050	3 287	2 308	5 901	4 358	-26,1
Total des revenus fiscaux	15 210	13 972	15 084	13 349	30 294	27 321	-9,8
Cotisations d'assurance-emploi	1 757	1 804	1 655	1 696	3 412	3 500	2,6
Autres revenus	1 365	1 683	2 030	2 039	3 395	3 722	9,6
Total des revenus budgétaires	18 332	17 459	18 769	17 084	37 101	34 543	-6,9

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges budgétaires

	Avril		Mai		Avril à mai		
	2008	2009	2008	2009	2008-2009	2009-2010	Variation
			(M$)				(%)
Paiements de transfert							
Particuliers							
Prestations aux aînés	2 700	2 836	2 705	2 864	5 405	5 700	5,5
Prestations d'assurance-emploi	1 456	1 868	1 026	1 867	2 482	3 735	50,5
Prestations pour enfants	1 017	1 029	1 025	1 019	2 042	2 048	0,3
Total	5 173	5 733	4 756	5 750	9 929	11 483	15,7
Autres administrations							
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux							
Transfert canadien en matière de santé	1 886	2 040	1 886	2 039	3 772	4 079	8,1
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	880	905	880	905	1 760	1 810	2,8
Total	2 766	2 945	2 766	2 944	5 532	5 889	6 5
Transferts fiscaux	1 450	1 626	1 449	1 551	2 899	3 177	9,6
Villes et collectivités du Canada	0	957	0	0	0	957	s.o.
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-219	-224	-220	-224	-439	-448	2,1
Total	3 997	5 304	3 995	4 271	7 992	9 575	19,8
Subventions et autres transferts							
Agriculture et Agroalimentaire	94	88	50	83	144	171	18,8
Affaires étrangères et Commerce international	197	131	285	457	482	588	22,0
Santé	157	195	223	235	380	430	13,2
Ressources humaines et Développement des compétences	122	137	103	92	225	229	1,8
Affaires indiennes et du Nord canadien	659	688	377	305	1 036	993	-4,2
Industrie	136	141	95	50	231	191	-17,3
Autres	834	1 142	620	1 566	1 454	2 708	86,2
Total	2 199	2 522	1 753	2 788	3 952	5 310	34,4
Total des paiements de transfert	11 369	13 559	10 504	12 809	21 873	26 368	20,6
Autres charges de programmes							
Sociétés d'État							
Société Radio-Canada	93	88	93	87	186	175	-5,9
Société canadienne d'hypothèques et de logement	133	143	301	151	434	294	-32,3
Autres	543	568	320	377	863	945	9,5
Total	769	799	714	615	1 483	1 414	-4,7
Défense	1 261	1 302	1 341	1 407	2 602	2 709	4,1
Tous les autres ministères et organismes	3 195	3 121	3 405	3 302	6 600	6 423	-2,7
Total des autres charges de programmes	5 225	5 222	5 460	5 324	10 685	10 546	-1,3
Total des charges de programmes	16 594	18 781	15 964	18 133	32 558	36 914	13,4
Frais de la dette publique	2 813	2 660	2 605	2 494	5 418	5 154	-4,9
Total des charges budgétaires	19 407	21 441	18 569	20 627	37 976	42 068	10,8

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Avril		Mai		Avril à mai	
	2008	2009	2008	2009	2008-2009	2009-2010
			(M$)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-1 075	-3 982	200	-3 543	-875	-7 525
Opérations non budgétaires						
Activités d'investissement en immobilisations	-104	168	33	10	-71	178
Autres activités d'investissement	-2 773	-2 278	-4 737	-2 184	-7 510	-4 462
Régime de retraite et autres passifs	361	349	468	485	829	834
Autres activités						
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	-7 013	-7 325	1 278	-464	-5 735	-7 789
Opérations de change	-129	3 533	232	1 533	103	5 066
Amortissement des immobilisations corporelles	296	306	277	300	573	606
Total des autres activités	-6 846	-3 486	1 787	1 369	-5 059	-2 117
Total des opérations non budgétaires	-9 362	-5 247	-2 449	-320	-11 811	-5 567
Ressources ou besoins financiers nets	-10 437	-9 229	-2 249	-3 863	-12 686	-13 092

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Avril		Mai		Avril à mai	
	2008	2009	2008	2009	2008-2009	2009-2010
			(M$)			
Ressources ou besoins financiers nets	-10 437	-9 229	-2 249	-3 863	-12 686	-13 092
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement						
Opérations de la dette non échue						
Emprunts en dollars canadiens						
Obligations négociables	622	1 495	4 805	7 859	5 427	9 354
Bons du Trésor	6 000	-8 300	5 300	-2 200	11 300	-10 500
Obligations d'épargne du Canada	-2	73	-19	-12	-21	61
Autres	-2	-2	-143	-4	-145	-6
Total	6 618	-6 734	9 943	5 643	16 561	-1 091
Emprunts en devises	170	-2 365	-623	-532	-453	-2 897
Total	6 788	-9 099	9 320	5 111	16 108	-3 988
Réévaluation de swaps de devises	-781	-2 274	-511	-2 184	-1 292	-4 458
Escomptes non amortis des émissions obligataires	175	-12	-87	154	88	142
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	-9	-13	-32	-28	-41	-41
Variation nette dans les activités de financement	6 173	-11 398	8 690	3 053	14 863	-8 345
Variation dans l'encaisse	-4 264	-20 627	6 441	-810	2 177	-21 437

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Pour tout renseignement concernant cette publication, communiquer avec Phil King au 613-992-3448.
This publication is also available in English.
Juillet 2009